

formant aux règles établies, n'a adressé d'invitations qu'aux membres de l'union. De plus, ainsi que les honorables députés doivent le savoir, le Canada ne peut devenir membre de l'union panaméricaine sans que la constitution de cette dernière soit modifiée, car elle n'admet présentement dans son sein que les "républiques américaines". On a cependant prétendu que nous devons y envoyer un observateur officiel. Je dois faire remarquer que cette façon d'agir n'est pas possible, étant donné les règlements actuels de l'union. Cette question de la présence d'observateurs officiels a été soulevée à la conférence de 1933, tenue à Montevideo, et elle a été étudiée plus tard par le Conseil de direction. Ce dernier, après avoir rappelé que, depuis la conférence de 1928, tenue à la Havane, le public en général a été admis aux séances plénières et à celles des comités, a conclu "qu'il ne semble pas y avoir de raison d'établir une catégorie d'"observateurs officiels".

Toutefois, ce sont là des considérations plutôt d'ordre technique. Il serait toujours possible de proposer ou de faire proposer par une nation amie que l'on remanie suffisamment la Constitution et la procédure de l'union pour nous permettre d'en devenir membre, ligne de conduite à laquelle l'opinion publique paraît indubitablement se rallier de plus en plus, depuis quelques années. Cependant, je considère que cette opinion n'est pas encore assez répandue, ni suffisamment renseignée et mûrie pour justifier l'adoption immédiate de mesures en ce sens. Il n'en reste pas moins vrai que cette question pourra être étudiée à l'avenir en même temps que d'autres moyens, d'ordre commercial et administratif, de créer de plus intimes relations entre notre pays et les nations destinées à jouer un rôle de plus en plus prépondérant sur la scène mondiale.

L'intérêt croissant que nous portons aux affaires de l'Europe est un autre facteur important qui doit influencer l'attitude et la politique du Canada. De nos jours, le Canadien en général est renseigné sur tout ce qui se passe en Europe comme il ne l'a jamais été auparavant, excepté peut-être durant la guerre, bien qu'à cette époque son intérêt ait été d'ordre moins général. L'ancien continent nous a offert, au cours de ces dernières années, un spectacle dramatique et passionnant, quelquefois terrifiant, dont de grandes questions formaient le thème. De nouvelles forces, ou d'anciennes haines ranimées entraînent des peuples entiers vers un but inconnu, sous l'impulsion d'hommes remarquables qui symbolisent leurs aspirations. La guerre et la marche des armées, la révolution sociale et les conflits de religion ont retenu notre attention. Ces controverses ne se limitèrent pas aux salles de conseil et

aux congrès de diplomates; des défis furent lancés au delà des frontières, au vu et au su de tous. Le développement des services de presse, les actualités filmées, la radio et les radio-reportages, la publication des révélations secrètes écrites par une foule de correspondants européens, ont permis à des millions de personnes de suivre les péripéties de ce drame. Dans plusieurs cas, le choc a été trop violent. Les manchettes criardes, les nouvelles à sensation, les films sonores des scènes de conflit, la dramatisation des événements par les radio-reporters ont énervé un grand nombre de gens. Il est peut-être heureux que la télévision ne soit pas encore répandue.

Très souvent, les spectateurs ne s'en tiennent pas à un rôle passif. Leur intérêt s'amorce. Plus ou moins renseignés, ils se rangent d'un côté ou de l'autre. Les sympathies humaines, les tendances raciales ou religieuses, les croyances politiques, la crainte des conséquences pour leur propre pays peuvent les pousser à prendre un parti plutôt qu'un autre. Ce n'est plus l'intérêt idéaliste et impersonnel que suscita la Société des Nations durant ses meilleurs jours, mais un intérêt plus passionné, l'intérêt de gens animés par la crainte ou par la haine. Et il s'ensuit inévitablement que ceux dont les sympathies sont enracinées désirent que leur propre pays poursuive une politique favorable ou opposée à l'un ou l'autre des partis en lutte. Cela explique que, dans notre propre pays, il y eut des personnes qui réclamèrent de l'aide pour Madrid, et d'autres pour Burgos; que l'un défende Staline, l'autre, Trotsky, et que l'immense majorité de la population les réprouve tous deux; voilà comment il se fait que l'on entende quelques-uns prendre la défense du fascisme, tandis qu'une foule d'autres nous prient instamment de recourir aux armes en faveur des démocraties; voilà la raison des demandes de secours en faveur de quelque groupe religieux opprimé ou d'une minorité qui lutte pour assurer sa survivance. Dans plusieurs cas, ces demandes sont surtout le contre-coup de fortes émotions, mais tant qu'elles subsistent elles constituent un facteur militant pour l'intervention dans les affaires d'Europe.

J'ai fait allusion à la différence qui existe entre l'intérêt que nous portons aux affaires européennes, à l'heure actuelle, et celui que nous concentrons uniquement sur la Société des Nations, il y a quelques années. Nous qui habitons ce côté-ci de l'Atlantique avons longtemps jugé l'Europe par Genève. La plupart d'entre nous, lorsque nous songions aux controverses et aux problèmes européens, présumions que la Société réglerait tout suivant les principes qu'elle avait établis. Les tenants du principe de la sécurité collective

[Le très hon. Mackenzie King.]